OEA/Ser.G

CP/INF.7008/14 rev. 2[[1]](#footnote-1)/ corr. 1

14 février 2020

Original : anglais

INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES PROCÉDURES

D’ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES PROCÉDURES

D’ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GENERAL ET

DU SECRÉTAIRE GENERAL ADJOINT

TABLE DES MATIèRES

[Qui élit le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint ? 1](#_Toc397074399)

[Si le Bureau du Secrétaire général devient vacant, qui assume ses fonctions ? 1](#_Toc397074400)

[Si le Bureau du Secrétaire général adjoint devient vacant, qui assume ses fonctions ? 1](#_Toc397074401)

[Existe-t-il des critères pour la sélection de candidats aux postes électifs de l’Organisation? 1](#_Toc397074402)

[Les élections doivent-elles avoir lieu lors d’une session ordinaire ? 1](#_Toc397074403)

[Les candidats doivent-ils faire un exposé public devant cette Organisation avant les élections ? 2](#_Toc397074404)

[Existe-t-il un délai pour la présentation de candidats aux postes de Secrétaire général et Secrétaire général adjoint ? 2](#_Toc397074405)

[Faut-il prévoir un espace pour un dialogue indépendant entre les candidats et les représentants des organisations de la société civile ? 3](#_Toc397074406)

[Quelles sont les règles de procédure régissant les élections ? 3](#_Toc397074407)

[Existe-t-il des règles en ce qui concerne la participation de membres du personnel à l’élection du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint ? 3](#_Toc397074408)

[Dates des élections - Secrétaire général de l’OEA 10](#_Toc397074409)

[Dates des élections – Secrétaire général adjoint de l’OEA 11](#_Toc397074410)

**INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES PROCÉDURES**

**D’ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GENERAL ET**

**DU SECRÉTAIRE GENERAL ADJOINT**

# Qui élit le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint ?

Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint sont élus par l’Assemblée générale pour un mandat de cinq ans (articles 108 et 114 de la Charte de l’OEA).

Article 108

 Le Secrétaire général de l'Organisation est élu par l'Assemblée générale pour cinq ans; il n'est rééligible qu'une fois et ne peut être remplacé par une personne de sa nationalité. […]

Article 114

 Le Secrétaire général adjoint est élu par l'Assemblée générale pour cinq ans, il n'est rééligible qu'une seule fois, et ne peut être remplacé par une personne de sa nationalité. […]

# Si le Bureau du Secrétaire général devient vacant, qui assume ses fonctions ?

Le Secrétaire général adjoint assume ses fonctions jusqu’à ce que l’Assemblée générale élise un nouveau Secrétaire général pour un mandat complet (article 108).

# Si le Bureau du Secrétaire général adjoint devient vacant, qui assume ses fonctions ?

 Le Conseil permanent élit un remplaçant pour assumer ces fonctions jusqu’à ce que l’Assemblée général élise un nouveau Secrétaire général adjoint pour un mandat complet (article 114).

# Existe-t-il des critères pour la sélection de candidats aux postes électifs de l’Organisation?

 Le Conseil permanent recommande, par la résolution CP/RES. 874 (1459/04) , *“qu’au moment de la déclaration de candidatures aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint, les États membres s’appliquent dûment à assurer que ces candidats répondent aux plus hautes normes d’intégrité personnelle, de probité professionnelle, de respect pour la démocratie et ses institutions, ainsi que pour la défense et la promotion des droits de la personne”.*

# Les élections doivent-elles avoir lieu lors d’une session ordinaire ?

 L’élection peut avoir lieu durant une session ordinaire ou une session extraordinaire (articles 57 et 58 de la Charte de l’OEA).

Article 57

 L'Assemblée générale se réunit chaque année à l'époque que fixe le règlement et dans un lieu choisi selon un système de roulement. Chaque session ordinaire déterminera la date et le lieu de la session suivante, conformément au règlement intérieur.

Si pour un motif quelconque l'Assemblée générale ne pouvait se tenir au lieu convenu, elle sera convoquée au Secrétariat général; toutefois, si un État membre de l'Organisation invite l'Assemblée à siéger sur son territoire, le Conseil permanent de l'Organisation peut convenir que l'Assemblée se réunira dans ledit État.

Article 58

 Dans des circonstances exceptionnelles, et statuant à la majorité des deux tiers au moins des États membres, le Conseil permanent convoquera une session extraordinaire de l'Assemblée générale.

# Les candidats doivent-ils faire un exposé public devant cette Organisation avant les élections ?

L’Assemblée général, par la résolution AG/RES. 2103 (XXXV-O/05) “Présentation publique des candidats proposés en vue du pourvoi des postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint de l’Organisation des États Américains”, charge le Conseil permanent de *“veiller à ce que, préalablement à leur élection aux fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint, les candidats à ces fonctions postulées par les États membres soient invités à faire un exposé public devant cette Organisation, de sorte qu’ils puissent faire connaître de manière plus approfondie les propositions et initiatives qu’ils mettront en train s’ils sont élus”.*

La résolution précitée prévoit également que *“cet exposé se fera devant le Conseil permanent à la date que cet organe aura fixée, et dans la mesure du possible, au cours d’une seule séance qui recevra la plus grande publicité possible”.*

# Existe-t-il un délai pour la présentation de candidats aux postes de Secrétaire général et Secrétaire général adjoint ?

 La résolution AG/RES. 2103 (XXXV-O/05) reconnait “*la faculté dont jouissent les États membres de présenter des candidats aux fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint jusqu’au jour même de la Session de l’Assemblée générale au cours de laquelle est tenue l’élection.*”

AG/RES. 2103 (XXXV-O/05)

Présentation publique des candidats proposés en vue du pourvoi des postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint de l’Organisation des États Américains

 Paragraphe 8 du préambule : *RECONNAISSANT la faculté dont jouissent les États membres de présenter des candidats aux fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint jusqu’au jour même de la Session de l’Assemblée générale au cours de laquelle est tenue l’élection.*

Paragraphe 4 du préambule*: De souligner que la présente résolution ne portera nullement atteinte à l’exercice de la faculté conférée aux États membres, en vertu des articles 73 et 74 du Règlement de l’Assemblée générale, de présenter des candidats aux fonctions de Secrétaire général et à celles de Secrétaire général adjoint jusqu’au jour même de la tenue de l’élection*

# Faut-il prévoir un espace pour un dialogue indépendant entre les candidats et les représentants des organisations de la société civile ?

L’Assemblée général, par la résolution AG/RES. 2103 (XXXV-O/05) “Présentation publique des candidats proposés en vue du pourvoi des postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint de l’Organisation des États Américains” prévoit que “*un espace sera également prévu pour un dialogue indépendant entre les candidats et les représentants des organisations de la société civile dûment accréditées auprès de l’Organisation; que cette interaction sera régie par les Directives pour la participation des organisations de la société civile aux activités de l’OEA [CP/RES. 759 (1217/99)]”.*

**Quelles sont les règles de procédure régissant les élections ?**

 Les procédures régissant les élections sont fixées aux articles 73, 74 et 75 du Règlement de l’Assemblée générale. S’agissant des élections, la majorité des États membres est fixée à 18.

*Article 73. Les élections s’effectuent au scrutin secret, sauf quand elles ont lieu par acclamation.*

*Article 74. Lorsqu’il s’agit d’élire un seul État membre ou une seule personne et qu’aucun candidat n’obtient au premier tour de scrutin la majorité requise, on procède à un deuxième tour et, si nécessaire, à un troisième tour limité aux deux candidats qui auront recueilli le plus grand nombre de voix. Si après le troisième tour de scrutin, aucun des candidats n’obtient la majorité requise, l’élection est suspendue pendant le temps que détermine l’Assemblée générale ou selon le cas, la Commission. À la reprise du scrutin, deux tours additionnels ont lieu. Si aucun des deux candidats n’est élu, le processus électoral indiqué dans cet article est suspendu pour être repris dans le délai fixé par l’Assemblée avec les candidats qui sont présentés.*

*Article 75. Quand il s’agit de pourvoir en même temps et dans les mêmes conditions deux ou plus de deux postes électifs, sont déclarés élus les candidats qui recueillent les voix de la majorité des États membres. Si le nombre de candidats obtenant cette majorité est inférieur à celui des personnes ou des membres à élire, on procède à autant de tours de scrutin additionnels nécessaires pour pourvoir les postes encore vacants, ceci, en limitant le vote aux candidats qui, dans le scrutin précédent, auront obtenu le plus grand nombre de suffrages et qui ne doivent pas être en nombre supérieur au double des postes restant à pourvoir.*

# Existe-t-il des règles en ce qui concerne la participation de membres du personnel à l’élection du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint ?

 L’Instruction No 05-01, signée en janvier 2005, fixe des “Règles spéciales régissant la participation des membres du personnel et des consultants au processus d’élection du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint, ainsi que d’autres hauts fonctionnaires élus par l’Assemblée générale”.

THE GENERAL SECRETARIAT

EXECUTIVE ORDER NO. 05-01

SUBJECT: SPECIAL RULES ON THE INVOLVEMENT OF STAFF MEMBERS AND

CONSULTANTS IN THE ELECTION OF THE SECRETARY GENERAL, OF THE

ASSISTANT SECRETARY GENERAL, AND OF OTHER OFFICIALS ELECTED

BY THE GENERAL ASSEMBLY

THE ACTING SECRETARY GENERAL,

CONSIDERING:

That the election of the Secretary General, the Assistant Secretary General, and other officials elected by the General Assembly should proceed with transparency and equity to strengthen the Organization;

That to guaranty such transparency and equity, staff members of the General Secretariat and independent contractors retained to provide personal services to the General Secretariat must demonstrate fairness and impartiality during the campaign and election of the Secretary General, the Assistant Secretary General, and those other elected officials;

That Article 28 of the General Standards specifies: "In the performance of their duties, staff members shall not seek or receive instructions from any government or from any authority outside the Organization;"

That similarly, Article 29 of the General Standards provides: "Personnel shall refrain from any action that may be incompatible with their position as staff members of the General Secretariat;"

That Article 31 of the General Standards states: "Staff members shall exercise the utmost discretion with respect to all matters of official business. They shall not communicate to any person any restricted information except in the course of their duties or in accordance with the procedure for so doing established by the Secretary General. Nor shall they at any time use such information to private advantage. These obligations undertaken by staff members do not cease upon separation from service;"

That other OAS organs have adopted specific rules to guaranty fairness and equity in the electoral process for their officials, and in particular, guidelines regulating staff and contractor participation in that process.

RESOLVES:

1. To approve effective on the date of this Executive Order the attached "Special Rules on the Involvement of Staff Members and Consultants in the Election of the Secretary General, of the Assistant Secretary General, and of Other Officials Elected by the General Assembly," attached as Annex A.
2. To derogate all dispositions within prior executive orders and other issuances of the General Secretariat which are inconsistent with this Executive Order and the attached Rules.

Date: January 18, 2005

ANNEX A

SPECIAL RULES ON THE INVOLVEMENT OF STAFF MEMBERS AND CONSULTANTS IN THE ELECTION OF THE SECRETARY GENERAL, OF THE ASSISTANT SECRETARY GENERAL, AND OF OTHER OFFICIALS ELECTED BY THE GENERAL ASSEMBLY

DEFINITIONS

1 1 The following definitions shall apply to these Rules

1. Elected Positions: These are positions for which the candidates are elected or otherwise chosen for approval by the General Assembly. They include: The Secretary General; the Assistant Secretary General; the Director of the Inter-American Agency for Cooperation and Development (a/k/a Executive Secretary for Integral Development, and also the Director of the Department of Integral Development); Members of the Inter-American Commission on Human Rights; Judges of the Inter-American Juridical Committee; Judges of the Administrative Tribunal; Judges of the Inter-American Court for Human Rights; Members of the Board of External Auditors; and Members of the Board of Directors of the Justice Studies Center of the Americas;
2. General Standards: These are the General Standards Governing the Operation of the General Secretariat of the Organization of American States;
3. Staff Members: These are the categories of staff members defined in Article 17(a) of the General Standards;
4. Consultants: These are natural persons performing services for the General Secretariat under Performance Contracts defined under Article 17(b) of the General Standards;
5. Internal Candidates: These are candidates who are staff members and consultants. They include an incumbent Secretary General and an incumbent Assistant Secretary General seeking reelection;
6. External Candidates: These are candidates who are not internal candidates;
7. Direct use of a position or of resources provided by the General Secretariat by staff members and consultants: This includes, inter-alia: use of the General Secretariat's long distance telephone lines without reimbursement of charges; use of offices (including their own) in the General Secretariat; use of paper and other supplies and other facilities furnished to them by the General Secretariat for carrying out their official functions; use of General Secretariat staff members and consultants under their supervision or otherwise assigned to them.; and
8. Restricted, confidential, or privileged information: This is information not yet published as documents of the Organization and/or otherwise not generally available to external candidates and other persons who are not staff members of the OAS General Secretariat.
9. Openly support and/or promote the candidacy of any candidate: This phrase connotes support activities on behalf of a candidate which come to, or are likely to come to, the attention of third parties -that is persons other than the candidate and the supporting staff member or consultant. Examples would include, but are not limited to, endorsements for publication in the press or election propaganda; telling third parties that you are supporting or working for a candidate; engaging in other activities which would indicate to the other candidates and their supporters that you support another candidate; working as part of the campaign staff; hosting a cocktail party for the candidate in your home to meet with ambassadors and others who might support his/her campaign.

PROHIBITIONS FOR INTERNAL CANDIDATES

2.1 No Internal Candidates may make direct use of their positions or of resources otherwise provided by the General Secretariat to further their candidacies.

2.2 In pursuing their candidacies, no Internal Candidates shall communicate restricted, confidential, or otherwise privileged information to anyone or use that information to their private advantage.

2.3 Staff members who are candidates for Elected Positions shall either resign or take leave from the General Secretariat once they begin to campaign openly for nomination to an elected position or once they are nominated as a candidate, whichever happens first. The period of leave shall last until the election or until such time as the staff member withdraws his or her candidacy. The staff member may take that leave without pay, or at his or her option, may exhaust any accumulated annual leave with pay credited to his or her account before going on leave without pay. A staff member who opts to take leave and whose contract is not a trust appointment and does not expire during the period of such leave shall have the right to return to a post in the Genera! Secretariat at a level equal to the grade held previously to taking such leave if the candidacy is not successful.

2.4 The forgoing Section 2.3 shall not apply to the incumbent Secretary General and the incumbent Assistant Secretary General. Nonetheless, they shall strictly conform to the requirements of Sections 2.1 and 2.2 of these Rules, as well as Articles 28, 29, and 31 of the General Standards.

2.5 A consultant who becomes a candidate for an Elected Position shall, once he/she begins to campaign openly for nomination or is nominated as a candidate, whichever happens first, shall have his/her contract terminated for cause, or, at the Secretariat's option, shall cease performing all work under that contract and assign his/her rights to payment and obligations of performance to a third person satisfactory to the General Secretariat until after the corresponding election.

III. PROHIBITIONS FOR OTHER STAFF MEMBERS AND CONSULTANTS

3.1 No staff members or consultants shall openly participate in campaign activities or otherwise openly support and/or promote the candidacy of any candidate for an Elected Position.

3.2 No staff members shall make direct use of their positions in the General Secretariat and of resources otherwise provided by the General Secretariat to support and/or promote the candidacy of any candidate for an Elected Position.

3.3 Consultants shall not openly participate in campaign activities for or otherwise openly support and/or promote any candidate for Elected Positions; nor shall they use the facilities of the General Secretariat and/or staff provided to them under their contracts with the General Secretariat to support and promote the candidacy of any candidate for an Elected Position.

IV. INSTITUTIONAL SUPPORT TO CANDIDATES

4.1 As authorized by the Secretary General and upon the request of the corresponding nominating governments, the Director of the Department of Communications and External Relations shall coordinate and take the necessary measures to allow candidates for the positions of Secretary General and Assistant Secretary General to address and otherwise meet with representatives of the Member States at Headquarters and at the offices of the General Secretariat away from Headquarters.

4.2 As requested by the Member States, the Department of Communications and External Relations shall republish in its Bulletin press releases and news stories about the campaign; however, no such press releases or news stories shall be republished without first obtaining the necessary permission or copyright release, as required, and without indicating the original source.

4.3 Staff members and consultants who pursuant to the instructions of the Secretary General or of the Director of Communications and External Relations use their positions and/or make resources of the General Secretariat available to candidates shall not be considered in violation of Articles II and III of these Rules.

4.4 All statements given to the media regarding campaigns and candidates for Elected Positions made by persons who are staff members or consultants of the General Secretariat and who are not themselves candidates must be first approved, preferably in writing, by the Director of the Department of Communications and External Relations or by the Secretary General.

V. SANCTIONS

5.1 For staff members, failure to observe the provisions established in these Rules constitutes serious misconduct and shall result in disciplinary action, which may include summary dismissal, under the applicable Staff Rules.

5.2 For consultants, failure to observe these provisions shall constitute a breach of contract and grounds for termination for cause.

**Dates des élections - Secrétaire général de l’OEA**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Session** | **Date de l’élection** | **Début du mandat** | **Secrétaire général élu** | **Pays du SG** |
| **2015** | **49è session ordinaire**  | **18 mars 2015** | **26 mai 2015** | **Luis Almagro** | **Uruguay** |
|  |  |  |  |  |  |
| 2010 | 39è session extraordinaire | 24 mars 2010 | 24 mai 2010 | **José Miguel Insulza** | Chili |
|  |  |  |  |  |  |
| 2005 | 30è session extraordinaire | 2 mai 2005 | 26 mai 2005 | **José Miguel Insulza** | Chili |
|  |  |  |  |  |  |
| 2004 | 34è session ordinaire | 8 juin 2004 | 23 septembre 2004 | **Miguel Ángel Rodríguez Echeverría** | Costa Rica |
|  |  |  |  |  |  |
| 1999 | 29è session ordinaire | 8 juin 1999 | 15 septembre 1999 | **César Gaviria Trujillo** | Colombie |
|  |  |  |  |  |  |
| 1994 | 20è session extraordinaire | 27 mars 1994 | 15 septembre 1994 | **César Gaviria Trujillo** | Colombie |
|  |  |  |  |  |  |
| 1988 | 18è session ordinaire | 14 novembre 1988 | 20 juin 1989 | **Joao Clemente Baena Soares** | Brésil |
|  |  |  |  |  |  |
| 1984 | 10è session extraordinaire | 12 mars 1984 | 20 juin 1984 | **Joao Clemente Baena Soares** | Brésil |
|  |  |  |  |  |  |
| 1979 | 9è session ordinaire | 24 octobre 1979 | 7 juillet 1980 | **Alejandro Orfila** | Argentine |
|  |  |  |  |  |  |
| 1975 | 5è session ordinaire | 17 mai 1975 | 7 juillet 1975 | **Alejandro Orfila** | Argentine |
|  |  |  |  |  |  |
| 1970 | 1è session extraordinaire | 7 juillet 1970 | 7 juillet 1970 | **Galo Plaza** | Équateur |
|  |  |  |  |  |  |
| 1968 | session extraordinaire Conseil | 13 février 1968 | 18 mai 1968 | **Galo Plaza** | Équateur |
|  |  |  |  |  |  |
| 1957 | session extraordinaire Conseil | 14 novembre 1957 | 18 mai 1958 | **José Antonio Mora** | Uruguay |
|  |  |  |  |  |  |
| 1956 | session extraordinaire Conseil | 16 janvier 1956 | 16 janvier 1956 | **José Antonio Mora**  | Uruguay |
|  |  |  |  |  |  |
| 1954 | session extraordinaire Conseil | 16 juin 1954 | 31 juillet 1954 | **Carlos Dávila** | Chili |
|  |  |  |  |  |  |
| 1948 | Session extraordinaire Conseil | 18 mai 1948 | 18 mai 1948 | **Alberto Lleras Camargo** | Colombie |

**Dates des élections – Secrétaire général adjoint de l’OEA**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Session** | **Date de l’élection** | **Début du mandat** | **Secrétaire général adjoint élu** | **Pays du SGA** |
| **2015** | **49è session ordinaire**  | **18 mars 2015** | **17 juillet 2015** | **Nestor Mendez** | **Belize** |
|  |  |  |  |  |  |
| 2010 | 39è session extraordinaire | 24 mars 2010 | 19 juillet 2010 | **Albert R. Ramdin** | Suriname |
|  |  |  |  |  |  |
| 2005 | 35è session ordinaire | 7 juin 2005 | 19 juillet 2005 | **Albert R. Ramdin** | Suriname |
|  |  |  |  |  |  |
| 2000 | 30è session ordinaire | 6 juin 2000 | 6 septembre 2000 | **Luigi R. Einaudi** | États-Unis |
|  |  |  |  |  |  |
| 1995 | 25è session ordinaire | 6 juin 1995 | 12 juillet 1995 | **Christopher R. Thomas** | Trinité-et-Tobago |
|  |  |  |  |  |  |
| 1989 | 19è session ordinaire | 7 novembre 1989 | 9 juillet 1990 | **Christopher R. Thomas** | Trinité-et-Tobago |
|  |  |  |  |  |  |
| 1984 | 14è session ordinaire | 14 novembre 1984 | 8 juillet 1985 | **Valerie T. McComie** | Barbade |
|  |  |  |  |  |  |
| 1979 | 9è session ordinaire | 24 octobre 1979 | 7 juillet 1980 | **Valerie T. McComie** | Barbade |
|  |  |  |  |  |  |
| 1975 | 5è session ordinaire | 14 mai 1975 | 7 juillet 1975 | **Jorge Luis Zelaya** | Guatemala |
|  |  |  |  |  |  |
| 1970 | 1è session extraordinaire | 7 juillet 1970 | 7 juillet 1970 | **Rafael Urquía** | El Salvador |
|  |  |  |  |  |  |
| 1968 | session extraordinaire Conseil | 13 février 1968 | 18 mai 1968 | **Rafael Urquía** | El Salvador |
|  |  |  |  |  |  |
| 1957 | session extraordinaire Conseil | 14 novembre 1957 | 18 mai 1958 | **William Sanders**  | États-Unis |
|  |  |  |  |  |  |
| 1948 | session extraordinaire Conseil | 18 mai 1948 | 18 mai 1948 | **William Manger** | États-Unis |

CP41941F06

1. . Les seuls changements introduits depuis la version antérieure (CP/INF.7008/14 rev.1) sont indiqués en gras aux pages 10 et 11. [↑](#footnote-ref-1)